

ISSN: 1725-7352

FAITS MARQUANTS
L'ETF EN 2003

LA FONDATION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION
EST LE CENTRE D'EXPERTISE DE L'UNION EUROPÉENNE
CHARGÉ DE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT ET
DE LA FORMATION PROFESSIONNELS DANS LES PAYS TIERS
DANS LE CADRE DES PROGRAMMES DE RELATIONS EXTÉRIEURES
DE L'UNION EUROPÉENNE

NOUS CONTACTER

Des informations complémentaires sur nos activités,
appels d'offres et vacances d'emploi
peuvent être obtenues sur notre site web: www.etf.eu.int.

Pour toute autre information,
veuillez contacter :

Unité «Communication extérieure»
Fondation européenne pour la formation
Villa Gualino
Viale Settimio Severo, 65
I-10133 Torino
T +39 011 630 2222
F +39 011 630 2200
E info@etf.eu.int

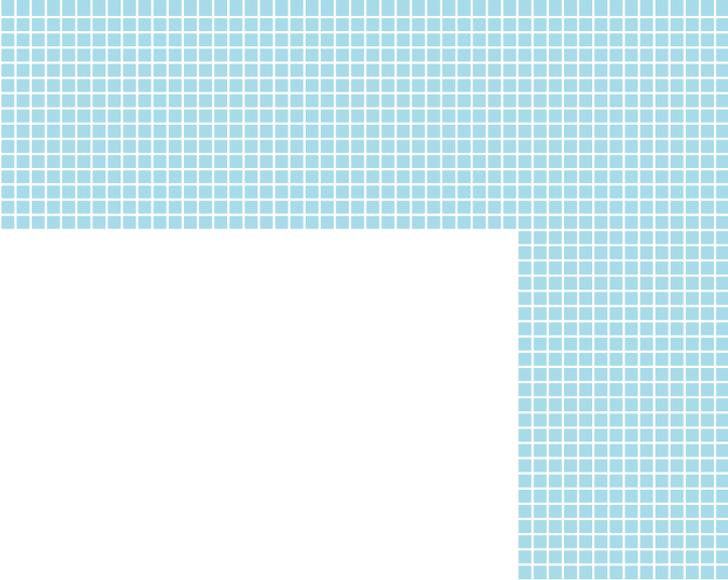
**FAITS MARQUANTS
L'ETF EN 2003**

De nombreuses informations sur
l'Union européenne sont disponibles sur Internet
via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Luxembourg: Office des publications officielles
des Communautés européennes, 2004.

ISBN 92-9157-360-4 – ISSN 1725-7352

Reproduction autorisée, moyennant mention
de la source.



**FAITS MARQUANTS
L'ETF EN 2003**

Nikolaus van der Pas

Directeur général
Direction générale de l'éducation et de la culture
Commission européenne



Photo: ETF/A. Ramella

Les États membres de l'Union européenne ont acquis, au fil des ans, une expérience impressionnante dans la réforme de l'enseignement et de la formation en vue du développement économique et social. Mais qu'apporte cette expérience aux pays partenaires de la Fondation européenne pour la formation (ETF)? Pays confrontés aux questions fondamentales que sont la dotation en effectifs et matériels et l'organisation de leurs systèmes d'enseignement et de formation professionnels (EFP), dans un contexte de ressources très limitées et, parfois, de conflit récent et d'effondrement économique.

L'une des raisons qui conférerait de l'intérêt à l'expérience de l'UE est à l'évidence la perspective, pour certains pays partenaires, d'en devenir membres. La plupart de ces pays participent déjà aux programmes d'enseignement et de formation de la Communauté européenne, ainsi qu'aux développements de politiques plus amples dans ce domaine. Toutefois, l'élargissement a ses limites et il faut assurer les liens les plus solides avec les pays voisins qui n'ont actuellement aucune perspective de devenir des États membres de l'UE.

Pour relever ce défi, l'UE a conçu la stratégie que le président de la Commission européenne, Romano Prodi, a qualifiée de «cercle d'amis». La prochaine décennie devrait voir l'UE œuvrer en partenariat pour créer une zone de prospérité et un environnement favorable avec lequel elle puisse entretenir d'étroites relations, dans un climat de paix et de coopération.

Dans ce nouveau contexte, les pays seront invités et encouragés à s'associer plus étroitement à l'évolution sociale et culturelle, ainsi qu'économique de l'UE. Grâce à leur capacité de promouvoir l'employabilité et, partant, la cohésion sociale et la croissance économique, l'enseignement et la formation professionnels constituent un investissement essentiel pour réaliser ce vaste programme. L'ETF, qui, dans les pays voisins de l'UE, a fait ses preuves dans ce domaine, a un rôle important à jouer dans ce nouveau contexte politique.

Pendant près de huit ans, l'ETF a diffusé le message de l'importance de l'apprentissage. Elle a propagé l'expérience et les pratiques de l'UE dans

ses 40 pays partenaires en conseillant les hauts responsables politiques sur la restructuration des systèmes d'enseignement et de formation et sur le renforcement des capacités des ministères. Elle a encouragé le dialogue avec les partenaires sociaux et a maintenu le développement professionnel des spécialistes – les agents du changement – au premier plan.

L'ETF a aidé les services de la Commission européenne à définir des mesures mieux aptes à sensibiliser les pays partenaires au message que l'apprentissage est important, ainsi qu'à tirer de ces pays un enseignement. Et surtout, l'ETF a encouragé les pays partenaires à s'instruire mutuellement.

Les récentes activités dont témoigne la présente publication révèlent que l'ETF est également prête à relever les nouveaux défis que suscite l'attention accrue donnée à l'apprentissage dans l'élaboration des politiques, tout en continuant à jeter les bases d'un soutien communautaire aux régions voisines de l'Union européenne, ciblé et efficace.

Peter de Rooij

**Directeur
Fondation européenne pour la formation**

L'année 2003 a vu la pression exercée sur les objectifs et promesses formulés à Lisbonne, commencer à inciter les responsables politiques de toute l'Europe à agir. Trois ans ont passé et le bilan des résultats est faible. Nous devons passer des bonnes intentions aux actes concrets pour ne pas manquer nos propres échéances.

Aujourd'hui, des mesures sont prises dans l'UE et la poursuite de la mondialisation impose d'étroites relations réciproques avec nos plus proches voisins. Le cadre politique naissant de «l'Europe élargie» atteste la reconnaissance bien marquée de cette nécessité par la Commission européenne. Une plus grande attention au développement des ressources humaines, jointe au souci croissant d'associer les régions voisines, implique davantage de travail pour l'ETF, dont les compétences seront l'objet de demandes accrues – demandes qu'en 2003, nous avons eu la satisfaction d'être à même d'assumer.

Le thème principal de la présente publication – l'importance de l'apprentissage – a été emprunté à ce qui devait devenir l'événement le plus marquant de l'année et, je pense pouvoir l'affirmer sans



Photo: ETF/A. Ramella

risque, de notre existence à ce jour: la conférence «Learning Matters» (l'apprentissage est important). Plus de 250 collègues et partenaires des pays avec lesquels nous collaborons se sont associés à nous, à la fin de l'année, pour une réunion de trois jours au Lingotto à Turin en vue de réfléchir aux progrès réalisés à ce jour en matière de réforme de l'EFP dans nos pays partenaires, au rôle de l'assistance étrangère dans ces réformes et, surtout, aux enseignements à tirer du passé.

Il ressort de la présente publication que nombre des projets et activités décrits participent d'une mûre réflexion. S'instruire du passé a constitué un thème important durant toute l'année qui a précédé notre dixième anniversaire en 2004.

Des études nationales ont été réalisées en Ukraine et en Moldavie et des évaluations de la situation ont eu lieu en Asie centrale. Ces études nous informent du point où nous en sommes, de ce qui a été fait à ce jour et de la façon dont nous pouvons utiliser les acquis récents. Le fonctionnement et l'utilisation d'indicateurs clés ont été examinés en Europe orientale. Un examen du rôle que jouent les éléments non réglementés du marché du travail a conduit à de nouvelles idées sur la façon de mieux en tirer parti.

Certains grands projets devant être lancés en 2004 ont fait l'objet de préparatifs. La présente publication contient quelques exemples concernant entre autres le Maroc, la Tunisie et la Syrie. On a également préparé le transfert de réseaux et de compétences existant dans les pays adhérents à nos collègues du Cedefop à Thessalonique. Le nouveau rôle important qui est attribué dans ces pays à «nos» réseaux d'observatoires nationaux nous remplit de fierté.

En 2003, le besoin de connaissances dans notre domaine de compétence – l'enseignement et la

formation dans les pays de transition – s'est considérablement accru. Les progrès sociaux et économiques ont été le moteur du soutien de l'UE aux Balkans occidentaux depuis le rétablissement de la paix dans la région. Le programme Tacis abandonne désormais les investissements lourds dans l'infrastructure au profit du développement des ressources humaines. Par ailleurs, l'attention du monde se tourne vers le Moyen-Orient où nombreux sont ceux qui estiment aujourd'hui que la clé de la stabilité est le développement social et économique.

L'année 2003 a révélé que les demandes qui nous sont adressées non seulement augmentent, mais évoluent également. Dans les *Faits marquants* de l'an dernier, nous avons mentionné la tendance privilégiant non plus l'administration et la gestion, mais la définition, la conception, le suivi et l'évaluation de projets européens. Les exemples cités dans la présente publication confirment cette tendance et un nouveau rôle pour notre organisation – un rôle que nous sommes fiers et en mesure d'assumer.

L'APPRENTISSAGE EST IMPORTANT

***L'apprentissage est important pour le développement économique et social.
L'apprentissage est important pour la cohésion sociale.
L'apprentissage est important pour la stabilité sociale et politique.***

*Nikolaus van der Pas,
directeur général,
DG Éducation et Culture,
Commission européenne*

*Conférence de l'ETF
«Learning Matters»,
novembre 2003*

L'apprentissage est important. Il en a toujours été ainsi, mais en 2003, cette importance a été mieux reconnue par les pouvoirs publics et son exacte appréciation s'affirme toujours davantage.

L'apprentissage est important pour les particuliers dans un monde qui évolue à une vitesse apparemment vertigineuse. Leurs connaissances et qualifications doivent être actualisées bien plus fréquemment qu'il y a seulement quelques décennies. L'aptitude à *apprendre* est devenue

essentielle, primant désormais toute autre connaissance pouvant être acquise. Dans les économies modernes, ceux qui acquièrent un ensemble immuable de connaissances, sans apprendre comment en acquérir de nouvelles, sont fortement exposés au risque de perdre, non seulement leur emploi, mais leurs moyens d'existence, quand leurs qualifications deviennent obsolètes.

L'apprentissage est important pour les pays partenaires de l'ETF, du Maroc à la Mongolie¹, étant la clé du développement économique et social. L'apprentissage contribue à réduire l'analphabétisme, à stimuler l'emploi et la tolérance. Et de surcroît, il aide à réduire la pauvreté et la délinquance, et à édifier la prospérité et la stabilité.

L'apprentissage est important également pour l'UE, du fait, notamment, que le développement économique et social y occupe une position aussi élevée qu'ailleurs à l'ordre du jour politique. Mais il importe également à l'UE d'aider les pays extérieurs à l'UE à rationaliser leur capacité à améliorer l'apprentissage. Dans une société mondialisée, les questions telles que la stabilité, la tolérance, voire la

1 Les pays partenaires de l'ETF sont ceux qui relèvent des programmes Phare, CARDS, Tacis et MEDA.

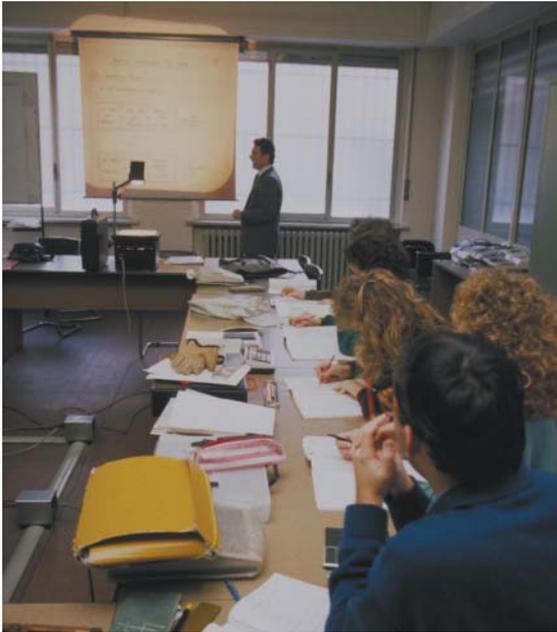


Photo: ITCILOIP, Siccardi

délinquance ne se bornent pas aux frontières nationales ou à celles de l'UE. L'UE a un intérêt sincère à préserver la stabilité à sa périphérie et au-delà. Elle a également avantage à nouer des liens commerciaux lucratifs au-delà de ses frontières. En outre, des marchés du travail vigoureux, pourvus d'une main-d'œuvre apte à l'emploi en dehors de l'UE peut contribuer à atténuer les formes de migration économique qui ont marqué les dernières décennies.

L'apprentissage est important également pour les bailleurs de fonds et les responsables politiques. Les bailleurs de fonds ne détiennent pas de droits exclusifs sur les solutions. La plupart des

organisations internationales qui soutiennent le développement des ressources humaines en sont bien conscientes. Dans le cadre de l'assistance étrangère à la réforme de l'enseignement, le slogan *s'inspirer des politiques* s'est répandu en 2003 pour remplacer *imiter les politiques*. À lui conférer de l'importance fut un milieu qui comprenait mieux les erreurs commises et les enseignements à en tirer. Les analyses des activités de réforme, réalisées ces dix dernières années sous l'égide de l'ETF, révèlent qu'un pourcentage décourageant d'initiatives à cet égard sont abandonnées quand cesse le soutien étranger. Des difficultés financières soudaines ont souvent par le passé servi à expliquer ce phénomène, mais selon des analyses actuelles, l'absence d'un sens d'appropriation local du processus de réforme est bien plus pernicieuse que les restrictions financières.

La politique de l'UE en 2003, tant intérieure qu'extérieure, porte tous les signes d'un intérêt régulièrement croissant pour les questions sociales (notamment l'enseignement et la formation), d'une compréhension plus approfondie de la valeur à long terme des investissements sur les individus et d'un engagement accru à atteindre l'objectif d'envergure fixé en mars 2000 à Lisbonne: faire de l'Europe, d'ici 2010, la société basée sur la connaissance la plus compétitive au monde.

L'attention accrue au développement des ressources humaines influe notablement sur l'œuvre de l'ETF. Depuis 1995, nous avons acquis le savoir-faire nécessaire pour satisfaire aux besoins d'une main-d'œuvre qualifiée, d'un meilleur accès aux connaissances, de méthodes efficaces et de moyens novateurs d'améliorer l'apprentissage. La demande existe maintenant et la présente

compilation des faits marquants de l'an dernier offre des exemples de notre *modus operandi* en la matière en 2003. Elle révèle également combien nous avons appris des expériences antérieures.

Soutien aux réformes

Indépendamment des montants investis, l'assistance étrangère ne peut jamais viser à financer la réforme globale du système d'enseignement et de formation d'un pays donné. En revanche, elle peut fournir les instruments pour aider chaque pays à réaliser ses propres réformes. Telle est exactement la tâche de l'ETF.

Dans les pays partenaires, nous contribuons à amorcer la réforme en réunissant autour d'une table les représentants des différentes couches de la société, en les initiant aux compétences et pratiques courantes de l'UE et en les aidant à expérimenter à petite échelle les innovations dans l'EFPP.

Au sein de l'Union européenne, nous fournissons informations et compétences à la Commission européenne et aux gouvernements des États membres, pour leur permettre de maximiser le soutien extérieur aux réformes de la formation professionnelle dans les pays partenaires.



Photo: ITCILO/P. Siccardi

FAVORISER L'ACCÈS AUX COMPÉTENCES ET AUX PRATIQUES EUROPÉENNES

Pendant près de huit ans, l'ETF a diffusé le message de l'importance de l'apprentissage et propagé l'expérience et les pratiques de l'UE dans ses 40 pays partenaires.

*Chris Patten,
commissaire de l'UE aux
Relations extérieures*

*Conférence de l'ETF
«Learning Matters»,
novembre 2003*



Photo: ETF/A. Ramella

Pour suivre l'évolution des demandes de la société, tous les pays de l'UE se consacrent à une réforme suivie de leurs systèmes d'enseignement et de formation. Nombre des problèmes rencontrés dans nos pays partenaires se sont posés en l'un ou l'autre lieu de l'Union européenne. Permettre aux pays partenaires d'accéder à l'expérience acquise dans l'UE peut les aider à éviter de devoir «réinventer la roue» et peut accélérer le mouvement de réforme. L'échange des compétences constitue l'une des principales lignes d'action de la Fondation européenne pour la formation. L'ETF dresse une liste des bonnes pratiques existant dans l'UE et les pays partenaires et aide les autres pays partenaires à les utiliser à leur avantage. Au nombre de ces pratiques peuvent figurer des expériences des États membres, mais aussi des projets de pointe relevant des programmes communautaires européens, tels que Tempus et Leonardo. Un effort particulier a été consacré en 2003 à diffuser les résultats du programme Leonardo dans la région méditerranéenne où, la même année, était lancé Tempus et où l'ensemble des résultats du programme Leonardo a beaucoup à offrir.

Partager les résultats de Leonardo

En novembre 2003, parallèlement à la conférence de l'ETF «Learning Matters», le centre Lingotto à Turin accueillait une conférence sur les innovations dans la formation professionnelle. Le principal objectif de cette importante manifestation était de permettre aux participants originaires des pays méditerranéens, appartenant ou non à l'Union européenne, d'échanger leurs données d'expérience.

Parmi les 120 participants figuraient d'éminents représentants des ministères de l'Éducation et de la Formation, ainsi que des directeurs de centres de formation, des intervenants à la base, des experts et représentants du monde académique d'Afrique du Nord, du proche Moyen-Orient et de l'Union européenne.

Organisée par la Direction générale de l'éducation et de la culture, en collaboration avec la Fondation européenne pour la formation, la conférence devait servir de première étape dans l'établissement par la Commission européenne d'un dialogue régulier et d'une coopération plus systématique en matière de formation professionnelle avec les voisins méditerranéens de l'Union européenne, actuels et futurs.

Les débats ont porté sur quatre thèmes sélectionnés pour leur importance stratégique: alignement de la formation sur les besoins des entreprises, apprentissage en ligne, qualité de la formation professionnelle, et formation des enseignants et formateurs. Les débats furent complétés par un exposé de diverses études de cas, dont certains projets Leonardo.



Direction générale
Éducation et Culture

Commission européenne

Séminaires d'orientation

Si certains projets s'adressent aux partenaires et pouvoirs locaux, d'autres visent l'échelon central. Ainsi, dans la Fédération de Russie, l'ETF a organisé à l'intention des hauts fonctionnaires une série de séminaires d'orientation. Ces derniers visaient à initier le personnel gouvernemental aux questions d'actualité en Europe. À titre d'exemple, un séminaire a été organisé à Moscou sur le Processus de Copenhague relatif à l'amélioration de la coopération en matière d'EFPP.

Des projets pilotes à la réforme globale

L'ETF, qui contribue à de nombreuses étapes – de la définition à l'évaluation – des projets de l'UE, se trouve dans une position particulièrement favorable pour combler l'inévitable écart entre la définition des besoins et le lancement effectif de programmes de soutien y répondant. Nous lançons et gérons des projets sur une petite échelle, à titre expérimental, pour nous maintenir sur notre lancée pendant que se conçoivent les programmes futurs. Ensuite nous



Photo: ILO/J. Maillard

répercutons sur le système les enseignements tirés pour accroître l'efficacité des interventions suivantes. La Syrie constitue un exemple de pays où nous avons contribué, en 2003, à préparer le terrain pour un appui d'envergure.

L'édition des *Faits marquants* de l'an dernier rendait compte en détail d'un projet pilote en Syrie, qui offrait un soutien à la Chambre d'industrie de Damas et au ministère de l'Éducation, afin d'aborder la question de l'insuffisance des qualifications en amorçant le premier programme syrien d'apprentissage. Ce programme fut soigneusement conçu selon les particularités syriennes. Le soutien de l'ETF a impliqué notamment de porter à la connaissance des autorités syriennes des exemples européens ayant prouvé leur valeur. Le projet s'est achevé en 2003, mais ses résultats très prometteurs seront étroitement rattachés au nouveau programme MEDA II dans le pays, pour lequel l'ETF a effectué des missions de reconnaissance et de faisabilité qui ont débouché sur un projet approuvé par la

Commission européenne et les parties prenantes locales. Le programme MEDA II sera approuvé et lancé en Syrie en 2004.

Qualifications nationales en Europe du Sud-Est

Les cadres nationaux de qualifications constituent de puissants instruments pour intégrer les diverses filières d'enseignement et de formation prévues dans les systèmes d'éducation. Cette intégration et la création de liens et de possibilités de rapprochement entre des voies différentes continuent de se développer dans nombre de nos pays partenaires. Les écoles professionnelles d'Europe du Sud-Est, qui depuis des années s'emploient à revoir les programmes d'enseignement, se sont évertuées à lier ces réformes à l'enseignement général et continu. En 2003, l'ETF a introduit le concept des cadres nationaux de qualifications par le biais d'une série d'activités.

Le projet de l'ETF d'élaboration de stratégies relatives aux cadres nationaux de qualifications prévoit une tribune régionale où les différents pays de la région peuvent se rencontrer et examiner ensemble les progrès réalisés en matière de qualifications, accéder à l'information sur les récents développements survenus ailleurs en Europe, et définir leurs besoins afin d'assurer le développement permanent de leurs cadres nationaux de qualifications. Tous les pays de la région se sont associés au projet en participant à une série de séminaires et d'analyses nationales. Le projet se poursuivra en 2004.

Réflexion par l'observation

De l'avis de nombreux spécialistes, observer comment d'autres pays ont résolu un problème donné instruit davantage sur leur propre situation que sur celle du pays qui leur est présenté. C'est là, et non dans le recueil de solutions toutes faites, que réside la valeur fondamentale des visites d'étude. Celles-ci constituent un élément important de nombreux projets de l'ETF. L'un des projets de 2003 où ces visites ont représenté un aspect essentiel du programme est le projet LEEDAK (*Local Economic and Employment Development in Albania and Kosovo*), projet de développement de l'économie locale et de l'emploi en Albanie et au Kosovo. Ce projet, pour lequel l'ETF coopère avec l'OCDE et le gouvernement italien, vise à montrer aux collectivités locales des deux pays concernés comment travailler ensemble afin de mieux adapter la formation aux besoins locaux. Les participants se sont rendus en Irlande et en Sicile afin d'observer comment des partenaires à l'échelon municipal peuvent collaborer pour établir un plan de développement local, identifier les insuffisances en matière de qualifications et les relier aux dispositions relatives à la formation.



Photo: ITCILO/G. Brandi

LE PROGRAMME TEMPUS

Le programme Tempus s'attache à renforcer les systèmes d'enseignement supérieur dans les Balkans occidentaux, en Europe orientale et en Asie centrale et, depuis 2002, dans les pays méditerranéens, en coopération avec les institutions des États membres de la Communauté européenne. Le programme se fonde sur la conviction que les établissements d'enseignement supérieur revêtent une importance particulière pour la transition économique et sociale, ainsi que pour le développement culturel.

L'ETF assiste la Commission européenne et, en particulier, la Direction générale de l'éducation et de la culture, dans la mise en œuvre technique du programme.

L'introduction d'un nouveau type d'activités – les mesures structurelles et complémentaires – est au nombre des importants développements du programme Tempus en 2003. La nature particulière de ces mesures tient au fait qu'elles offrent un cadre pour les solutions à court terme aux besoins particuliers de réforme nationale, estimés prioritaires par les pays partenaires. Elles visent, notamment, à renforcer davantage les capacités de

gestion stratégique et de développement institutionnel des établissements d'enseignement supérieur (universités ou facultés), à soutenir des activités de coopération durable et à élaborer une stratégie nationale dans un pays partenaire donné en vue de valoriser certains aspects de l'enseignement supérieur.

C'est en octobre 2003 qu'un premier appel de candidatures aux mesures structurelles et complémentaires a été lancé. Les résultats quant à la sélection et aux attributions seront connus au début de 2004.

L'année 2003 a également vu le nombre d'appels d'offres pour les bourses de mobilité individuelle passer à trois pour l'ensemble de l'année, avec des délais de candidatures en février, juin et octobre. Cette nouvelle possibilité a suscité un grand intérêt, comme en atteste le nombre élevé de candidatures pour chacun des trois appels.

Pour les partenaires méditerranéens de Tempus, 2003 a été la première année de participation effective et d'actualisation du programme. Le délai de dépôt des candidatures aux projets européens

communs expirait à mi-décembre 2002. Les projets retenus ont pu être lancés à la fin de l'été 2003. En outre, les partenaires de la région ont également répondu aux appels de février et octobre 2003 pour les bourses de mobilité individuelle, et à l'appel d'octobre pour les mesures structurelles et complémentaires.

La Commission européenne s'est employée à soutenir et à encourager l'adoption du programme Tempus dans la région méditerranéenne et a organisé, les 13 et 14 octobre 2003 à Alexandrie (Égypte), une conférence régionale sur la coopération et le dialogue interculturel en matière d'enseignement supérieur en Méditerranée.

Coopération européenne à l'enseignement supérieur

L'un des projets européens communs de Tempus, entamé en 2003 en Asie centrale, vise à améliorer la coopération régionale en matière de gestion de l'environnement et des ressources hydriques et à élaborer un programme de Master scientifique reconnu à l'échelon international.

Les universités au Turkménistan et en Ouzbékistan collaborent avec leurs homologues en Autriche, en France et aux Pays-Bas. Le consortium du projet qui a évalué les programmes existants et les besoins en formation, a commencé à mettre au point des méthodologies d'enseignement à distance et organisé des stages intensifs de courte durée pour les professeurs des universités ouzbèkes et turkmènes.

Le projet aborde une question importante qui ne peut être réglée qu'à l'échelon régional. L'idée d'un programme de maîtrise commun à quatre universités atteste la détermination des partenaires du projet à établir une coopération durable dont toutes les institutions pourront bénéficier.

La création d'un centre euro-libanais d'études interculturelles est le principal objectif d'un autre projet européen commun Tempus dans la région méditerranéenne. L'université Saint-Joseph de Beyrouth hébergera le nouveau centre et dispensera un cours de maîtrise en médiation culturelle. Les partenaires de l'UE participant au projet sont des institutions d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie et du Portugal.

L'élaboration de matériels didactiques et la formation du personnel enseignant et administratif dans la première année du projet, seront complétées l'année suivante, par la mobilité des étudiants. Le diplôme de maîtrise obtenu fera référence aux partenariats avec les quatre universités européennes concernées et il est prévu d'utiliser le modèle du diplôme complémentaire européen.

LANCER DE NOUVELLES IDÉES

L'importance du secteur informel, de l'appui public et des médias, et des technologies de l'information et des communications a été sous-estimée, à l'instar du besoin d'encourager l'esprit d'entreprise, en particulier au sein des institutions en charge de l'enseignement.

*Conférence de l'ETF
«Learning Matters»,
déclaration finale,
novembre 2003*

Le secteur informel

Des organisations telles que l'OIT font valoir depuis des années les besoins du secteur informel dans les pays en voie de développement et ceux en transition. Pourtant, rares sont les bailleurs de fonds qui, à ce jour, ont osé aborder de front la question. D'un point de vue juridique (et fiscal) occidental, ce secteur constitue une zone grise, qui touche au domaine pénal. Il peut paraître difficile à un bailleur de fonds occidental de préconiser un tel engagement.

Toutefois, ces dernières années, le rôle joué par le secteur informel dans maintes sociétés en dehors de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord tend à être de plus en plus reconnu. Qui plus est, on commence à mieux comprendre que le transfert de l'activité économique de ce secteur au secteur formel ne saurait s'effectuer en négligeant ou pénalisant le premier et les millions de travailleurs qui y trouvent leur seul moyen d'existence. La grande majorité d'entre eux sont des travailleurs honnêtes dont les qualifications souvent limitées et la condition sociale précaire freinent leur entrée sur des marchés du travail formel faibles.

Dans certains pays d'Asie centrale, le marché du travail formel est si déficient que le secteur informel emploie jusqu'à 50% de la population active et assure même l'existence de personnes dûment formées et instruites. L'importance donnée par le programme Tacis aux enjeux sociaux et à leurs conséquences sur la transition économique, à l'atténuation de la pauvreté et au développement local attire l'attention sur le secteur informel dans cette région également. Selon un projet de recherche qui dresse le bilan des activités actuelles d'amélioration des qualifications au titre de programmes locaux de développement en Asie

centrale, ces dix dernières années, la formation professionnelle appropriée est passée presque entièrement du secteur de l'enseignement public aux établissements non gouvernementaux, revenant en fait au secteur informel.

Les bailleurs de fonds internationaux, mais tel n'est pas encore le cas partout, commencent à comprendre qu'il est plus judicieux de tenir compte des besoins en qualifications du secteur informel que de les ignorer.

De concert avec la Banque mondiale, l'ETF a mené en 2003 une série d'études qui ont, entre autres, analysé la question de l'acquisition et du développement des compétences dans le secteur informel en Jordanie, au Liban, en Tunisie et en Égypte. Ces études et la large coopération qu'elles ont suscitée témoignent d'un changement d'attitude au plan international: effacer simplement le secteur informel n'est pas une solution. Ce qu'il faut, c'est rechercher comment les qualifications naissent et se développent au sein dudit secteur et quels enseignements peuvent en être tirés au profit des systèmes de formation formels afin de mieux s'adapter aux besoins d'une composante qui joue un rôle important dans l'économie des pays de la région.

Évaluer l'impact de la formation continue



Des travailleurs mieux formés peuvent accroître la productivité de l'entreprise – un nouveau projet de l'ETF au Maroc vise à le mesurer en termes économiques. «Les effets de la formation continue sur les compétences des ressources humaines, la productivité et la compétitivité des entreprises marocaines» est un projet commun du ministère marocain de la Formation professionnelle et de l'ETF, dont les préparatifs ont été effectués à la fin de novembre 2003 lors de la conférence organisée à Casablanca.

Le projet examinera la formation en cours d'emploi dans les secteurs du tourisme et du textile, deux secteurs clés de l'économie marocaine.

Il comportera une enquête sur le type de formation actuellement dispensée et la façon dont elle influe sur la performance des entreprises. Tourisme et textile sont des branches qui, dans un très proche avenir, subiront une concurrence accrue. Le Maroc lève progressivement ses barrières douanières et ouvre son marché à l'approche du libre échange avec l'Europe dès 2010. «L'expérience nous a enseigné que les entreprises qui ne se préoccupent pas de former leurs employés et leurs cadres seront hors course d'ici cinq à six ans», déclare Rachid Chadili, responsable de la formation au sein de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH).

Avec cette étude sans précédent, l'objet est d'aller au-delà d'une simple équation mathématique (dépenser autant en formation relance la productivité d'autant) et de fournir un aperçu périodique de la formation en cours d'emploi dans l'industrie marocaine, montrant par exemple quelles entreprises assurent une formation interne et ce qu'elles en retirent. «Cet instrument nous permettra d'évaluer les effets de la formation et dans quelle mesure elle relance véritablement la productivité et la compétitivité des entreprises en général, mais également de voir comment éviter le gaspillage des rares ressources», affirme Abdelhak Mounir, chef de la Fédération des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques.

La formation continue a fortement progressé ces dernières années au Maroc. Les entreprises marocaines consacrent 1,6% de leur masse salariale au financement de la formation professionnelle, mais jusque dans les années 1990, l'argent a servi essentiellement à la formation initiale, la formation continue restant limitée. Aujourd'hui, 2 000 entreprises assurent une formation en cours d'emploi dont l'État rembourse jusqu'à 80% des frais. Les contributions versées par les entreprises représentent 20% du budget consacré à la formation, l'objectif étant de parvenir à 30% d'ici 2007.

Avec l'expansion en cours, l'attention se porte désormais sur la qualité. Le gouvernement marocain tient à encourager davantage les petites et moyennes entreprises à participer et à utiliser les ressources de façon optimale. «L'État dépense 15 millions de dollars américains par an pour la formation professionnelle – une somme considérable, mais nous ne savons pas quel est l'impact de cette formation. Permet-elle aux entreprises d'améliorer leur savoir-faire ? Stimule-t-elle la productivité et la compétitivité ?» demande Khalid Alaoui, directeur de la formation au sein du ministère de la Formation professionnelle. Mais le projet ne s'arrête pas là. Il a été prévu d'emblée de l'appliquer ailleurs également. L'ETF espère pouvoir à l'avenir le mettre en œuvre en Algérie et en Tunisie.

Indicateurs clés

Des indicateurs clés sur l'EFPP paraissent régulièrement dans deux publications régionales, l'une concernant l'Europe centrale et orientale, l'autre l'Europe orientale et l'Asie centrale. Ils sont exactement ce que le titre évoque et constituent la source internationale de données actuelles sur l'enseignement et la formation dans ces régions. Le recueil et l'utilisation de ces données en Europe orientale et en Asie centrale s'étaient toutefois heurtés, ces dernières années, à des difficultés croissantes. Leur usage était principalement réservé à des analyses comparatives transnationales, en particulier dans les pays adhérents, les pays candidats et l'Europe du Sud-Est et, dans une moindre mesure, dans chacun de ces pays pris individuellement. En creusant le problème, on découvrit que la valeur des indicateurs clés était mal comprise, d'où leur usage limité. Pis encore, le manque de reconnaissance de leur importance finit par compromettre leur recueil, voire leur fiabilité. C'est pourquoi il fut décidé de consacrer les ressources de cette année à en préconiser l'utilisation plutôt qu'à les publier.

Nous avons fait un pas en arrière et lancé une campagne d'information sur ce que sont véritablement les indicateurs clés, les raisons pour lesquelles il faut les recueillir et la façon de les utiliser. L'initiative, rapidement qualifiée de «Retour aux éléments de base», devint notoire avec la publication d'un nouveau guide des indicateurs clés (*Indicateurs clés – Indicateurs et politiques éducatives: un guide pratique*, disponible en anglais, français et russe). La forte demande de ce manuel atteste l'écho de la campagne.

Vue d'ensemble

Dans les premières lignes de la présente publication, nous avons écrit que l'exacte appréciation de l'importance de l'apprentissage s'affirme toujours davantage. Non que nous ayons appris beaucoup plus, ces dernières années, sur le processus de l'apprentissage, mais plutôt un signe que nous apprenons à prendre du recul pour considérer la vue d'ensemble, y déceler le rôle de l'enseignement et concevoir notre soutien sur la base de nos constatations.

Tenir compte de la situation d'ensemble au lieu de n'aborder que des problèmes isolés influe passablement sur les modalités du soutien. À l'échelon international, on dénote une réorientation qui va de projets isolés débouchant sur des réformes ponctuelles vers des démarches globales.

La Tunisie est l'un des pays où la Commission européenne lance un appui à l'ensemble du secteur de l'enseignement et de la formation. L'ETF a été invitée à formuler des propositions de programme sectoriel de soutien aux politiques de la formation professionnelle dans ce pays en 2004. C'est la première fois que l'ETF est associée à une intervention de ce type, même si certains des principes à l'origine de l'approche par secteur sont bien ancrés dans ses pratiques (contrôle de la part du pays, soutien cohérent et s'insérant dans les politiques sectorielles nationales, etc.).

CONSEILS D'ORIENTATION

L'ETF est une ressource importante de l'UE dans le domaine de l'enseignement et de la formation, ainsi qu'un éminent centre d'expertise.

*Maria Grazia Siliquini,
sous-secrétaire d'État à
l'Éducation, l'Université et la
Recherche, Italie*

*Conférence de l'ETF «Learning
Matters»,
novembre 2003*

La Fondation européenne pour la formation aide la Commission européenne à mieux soutenir la réforme de l'EFP dans les pays partenaires. Elle offre des conseils directifs, décèle les problèmes particulièrement pressants et présente des recommandations sur la meilleure façon de les aborder. Elle aide également à suivre et évaluer les mesures d'appui existantes. Le nombre de demandes présentées par la Commission à l'ETF en matière d'information, de recherche ou d'assistance a fortement augmenté depuis quelques années.



Photo: ETF/F. Decorato

Questions sociales en point de mire

Cette augmentation peut être partiellement attribuée au fait que l'ETF se soit imposée dans ses pays partenaires comme centre de compétences en matière d'EFP. Une autre raison à la demande croissante des compétences de l'ETF réside dans l'évolution de l'assistance extérieure de l'UE, de l'appui structurel vers les questions sociales. En parfaite conformité avec le développement des politiques visant la construction, en Europe, d'une société de la connaissance, les priorités de

l'assistance au développement des pays extérieurs à l'UE, s'éloignent du soutien matériel apporté par de vastes projets d'infrastructure. Les activités du programme Tacis sont particulièrement marquées par cette réorientation. Les programmes CARDS et MEDA ont été caractérisés d'emblée par une forte tendance au développement social, tandis que le soutien fourni dans le cadre du programme Phare, vise entièrement à préparer l'entrée, au sein de l'Union européenne, des pays candidats et des futurs États membres.

Atténuation de la pauvreté et nouvelles approches ascendantes

Le programme Tacis vient de subir un changement notable et les questions abordées désormais recourent bien davantage les domaines de compétence de l'ETF que ce n'était le cas cinq ans auparavant. Il a déjà été mentionné que le secteur informel devient de plus en plus une composante reconnue du développement social, cela étant dû en partie à la volonté de prendre au sérieux l'atténuation de la pauvreté. Il est à cet égard désormais admis en général que les mesures radicales, dites «descendantes», relatives à la réforme ont donné des résultats insuffisants. Aujourd'hui, l'attention se porte par conséquent vers le développement local.

Du total des fonds Tacis attribués à l'Ukraine, 50 millions d'euros sont actuellement affectés à des projets de développement local ; et même dans la

Fédération de Russie, de nouvelles initiatives de l'UE comprennent des projets prévoyant une forte participation de l'ETF, par exemple en faveur des jeunes en danger. L'atténuation de la pauvreté par des démarches ascendantes, essentiellement dans les zones rurales, est désormais l'une des trois priorités de Tacis en Asie centrale, tout en devenant un important objectif également dans le Caucase.

Un rôle en expansion

Dans les projets actuels de l'UE, l'ETF peut participer à tous les stades, de la détermination des besoins, l'élaboration de propositions de projets et la rédaction de termes de mandats au suivi et à l'évaluation des projets en cours ou en fin d'exécution.

Quant aux activités de monitoring, les demandes adressées à l'ETF s'éloignent du contrôle administratif qui caractérisait l'essentiel de sa tâche il y a quelques années, vers le contrôle des contenus – attestant de nouveau clairement la reconnaissance des compétences développées à Turin ces dernières années.

L'ampleur de notre participation aux différents stades des projets européens nous a placés dans une excellente position pour répondre aux demandes suscitées par la conception sectorielle de l'appui au développement des ressources humaines, qui émerge actuellement dans la politique de la Commission européenne en matière d'assistance extérieure.

Esprit d'entreprise et enseignement et formation professionnels

L'esprit d'entreprise et d'initiative se diffuse dans tout le secteur de l'EFP en Russie et en Ukraine suite à un projet triennal et transnational de l'ETF destiné à encourager cet esprit dans ce domaine.

Lors de la conférence de clôture sur l'esprit d'entreprise dans l'enseignement et la formation, à Saint-Petersbourg, au début de décembre 2003, Bernhard Buck, responsable de programme de l'ETF, a félicité les participants pour leur attachement et leur détermination à apprendre et à tirer parti des enseignements essentiels pour le développement économique, social et politique de leurs pays.

«Ce furent trois années de découvertes – sans même savoir d'emblée comment définir l'esprit d'entreprise, vous avez participé à ce projet et il vous appartient désormais», déclarait Bernhard Buck, en exhortant les équipes des huit écoles professionnelles pilotes en Russie et en Ukraine à «poursuivre les efforts» et à s'en servir dans les écoles, comme dans leur vie privée et professionnelle. Constatant, parmi tous les participants au projet, un changement manifeste dans la façon de penser, il s'est déclaré persuadé que leur travail continuerait à diffuser et à construire sur les fondations posées.

Le projet, conçu pour intégrer l'esprit et l'action d'entreprise à tous les échelons des activités d'EFP – administration scolaire, programmes d'enseignement, relations avec les entreprises et les partenaires sociaux, contacts avec les responsables politiques – a remporté un tel succès parmi les spécialistes de l'EFP que les experts de près d'une douzaine d'autres régions, dont le Kazakhstan et le Bélarus, ont souhaité participer en qualité d'observateurs.

De hauts responsables, notamment Nikolay Berizko, consultant principal pour les questions humanitaires à l'Administration présidentielle ukrainienne et Evgeny Boutko, chef du département de la formation initiale, au ministère russe de l'Éducation, ont appuyé le projet.

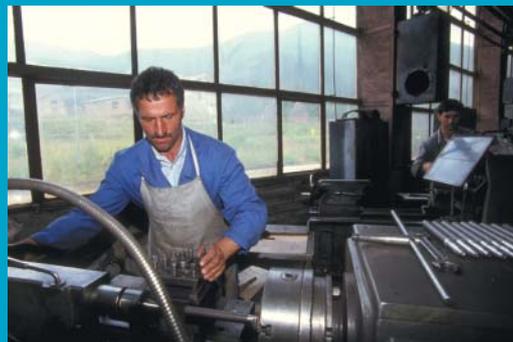


Photo: ITCLOIP, Siccardi

Nikolay Berizko, qui a invité les 90 délégués présents à la conférence à observer une minute de silence à la mémoire de Vitaly Tomashenko, vice-ministre ukrainien à l'Éducation, décédé fin novembre 2003 des suites d'un accident de voiture, a déclaré que le projet, bien qu'ayant perdu un fervent défenseur, continuerait de constituer un élément important de la stratégie économique nationale.

«Un tiers du PIB de l'Ukraine en 2002 reposait sur les activités des entreprises – indépendantes, familiales et autres. Les stratégies de formation et d'enseignement évoluent grandement pour refléter cet aspect. C'est un principe actuellement en Ukraine, que le système d'EFP devrait non seulement préparer du personnel aux emplois salariés, mais aussi les entrepreneurs aux emplois indépendants et aux affaires», a ajouté Nikolay Berizko.

Natalia Mashukova, chef du service juridique au ministère russe du Travail et du Développement social, a relevé que les connaissances et conceptions de l'esprit d'entreprise constituaient un élément important dans l'intention de la Russie d'adhérer à l'Organisation mondiale du commerce.

Le projet, d'un montant de 360 000 euros, a commencé par des sessions de formation intensive dans les écoles pilotes, destinées aux cadres supérieurs, «les équipes d'agents du changement» – quatre en Russie et quatre en Ukraine – avant de se poursuivre par la conception et la mise en place d'une plus large participation scolaire à des projets d'entreprise autoévalués.

Les projets allaient d'un programme relativement simple – un projet universitaire d'architecture consistant à rénover une salle de conférence et supposant une épreuve de concours et le soutien d'entreprises locales du bâtiment – à l'établissement de programmes d'études où l'esprit d'entreprise figure au nombre des matières enseignées dans les établissements tant en Russie qu'en Ukraine.

Associer les efforts à l'échelon international

La coopération et la coordination des bailleurs de fonds – indispensable, mais encore insuffisante – ont compté parmi nos priorités absolues au fil des ans. Nous nous employons à obtenir le concours d'autres bailleurs internationaux (tels que la Banque mondiale) et d'organisations internationales (telles

que l'OCDE), chaque fois que la situation le permet. Un exemple de ce type de collaboration, à partir de 2003, fut notre coopération avec la Banque mondiale à des travaux analytiques visant à définir des modèles de modernisation de l'EFP au Yémen. Autre exemple: des études régionales élaborées conjointement avec la Banque mondiale sur cinq aspects essentiels de la réforme de la formation professionnelle dans la région méditerranéenne.

Bon voisinage

Les experts étrangers sont souvent des inconnus pour les spécialistes de la formation professionnelle dans les pays partenaires. Même si le savoir-faire de ces consultants est suffisant et qu'ils sont en mesure de le transmettre, les partenaires locaux au projet risquent d'accepter difficilement leurs conseils. Accepter l'avis des voisins peut s'avérer plus difficile encore, mais ce n'est pas rare, du fait qu'ils rencontrent les mêmes problèmes et savent trop bien de quoi ils parlent. L'exercice de révision «entre pairs» a concilié ces deux approches et tablé sur le passé commun des Balkans occidentaux et la volonté de restaurer des liens régionaux. Grâce à ces examens, les experts chargés du projet originaires de différents pays de la région, ont effectué l'évaluation de l'EFP dans leurs pays voisins.

La Commission européenne a utilisé les résultats de ces examens dans l'assistance fournie au titre du programme CARDS pour chaque pays et dans un cadre régional commun. Ces résultats ont permis de grandement améliorer la coopération régionale entre décideurs politiques et experts en EFP, et grâce à l'échange de compétences, d'accroître les possibilités d'analyser la politique relative aux réformes de l'EFP dans chaque pays de la région. Les examens effectués en 2002 ont été concluants, au point qu'à l'automne 2003, ils ont été étendus aux autres pays de l'Europe du Sud-Est, notamment en Bulgarie, Roumanie et Turquie. Dans ces trois pays, ils furent strictement thématiques, portant par exemple sur le développement de l'apprentissage par les adultes, en Bulgarie, et le rôle des partenaires sociaux, en Turquie.



Photo: ETF/F. Decorato

ÉCHANGE D'INFORMATIONS

S'initier aux politiques consiste à apprendre quelles sont les politiques à élaborer au plan local en s'inspirant de celles d'autres pays.

L'apprentissage des politiques... n'est possible qu'avec l'existence et l'échange d'informations et de savoirs.

*Peter Grootings,
coordinateur du développement
des compétences,
Fondation européenne pour la
formation*

*Conférence de l'ETF
«Learning Matters»,
novembre 2003*

Accéder à des informations fiables est une condition essentielle de la bonne élaboration des politiques. Jusqu'en 1995, les informations comparables sur l'évolution du marché du travail dans les pays appelés à devenir les pays partenaires de l'ETF, étaient rares. Les principales sources d'information, telles que l'OCDE, l'*Economist Intelligence Unit* et l'OIT, s'évertuaient à obtenir données et statistiques, que, le plus souvent, les

gouvernements des pays concernés ne pouvaient même pas fournir. Pour remplir notre mandat, nous avons dû recueillir ce type d'information.

Observatoires

Dès 1996, nous avons commencé à établir un réseau d'antennes dans nos pays partenaires. Ces petites unités, dont la principale fonction consistait à rassembler et analyser des renseignements sur la réforme de la formation et l'évolution du marché du travail, sont devenues des «observatoires». Nous avons besoin des informations qu'elles fournissaient pour accomplir notre tâche, tout en sachant que les pouvoirs publics pouvaient également les utiliser dans l'élaboration de leurs politiques. Dans les pays en transition d'Europe centrale et orientale, les changements dans les composantes du marché du travail se sont succédés rapidement et leur caractère imprévisible a semblé prendre de court les pouvoirs publics. L'évolution du marché du travail et de la formation professionnelle avait besoin d'être suivie plus systématiquement et les statistiques correspondantes utilisées plus efficacement dans

l'aménagement des stratégies. Ainsi, tout en aidant à faire des observatoires des unités de monitoring, nous avons commencé à recommander d'utiliser leurs résultats dans l'élaboration des stratégies nationales.

Adhésion des observatoires nationaux dans les pays adhérents au ReferNet du Cedefop

Les efforts voués au réseau au fil des ans ont été couronnés en 2003 par l'invitation adressée aux observatoires nationaux des pays adhérents à soumettre leurs candidatures pour devenir membres du Réseau de référence et de compétences (ReferNet) du Cedefop, en leur qualité de principaux partenaires de plates-formes de partenariat national plus vastes. Ils s'y emploieront dans le courant du premier trimestre de 2004.

Le succès des unités dans les pays d'Europe centrale et orientale et l'ex-Union soviétique méritait que l'exercice soit répété au moment où nous commençons d'intervenir dans les Balkans occidentaux, où tous les pays disposent désormais de leur propre observatoire national.

La «fonction observatoire» en Méditerranée

La situation, dans la région méditerranéenne, diffère considérablement de celle existant en Europe centrale et orientale, en ce sens qu'en maints pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les économies de marché étaient déjà en place quand

ils ont entamé une coopération structurelle avec l'UE et que l'ETF a commencé à œuvrer dans la région. La difficulté, pour la plupart des pays de la région, n'est pas d'établir des mécanismes permettant de suivre le marché du travail, mais de tirer parti des systèmes existants, souvent fragmentés. Diverses administrations ont effectivement accès à certains éléments d'information nécessaires pour suivre efficacement le marché du travail, mais ces informations sont rarement communiquées aux différents intervenants. Le défi pour l'ETF, dans cette région, est de réunir ces divers intervenants et de les porter à échanger leurs sources d'information, à l'avantage, manifestement, de tous. Aucun bureau n'est établi dans la région et leur *modus operandi* est qualifié de «fonctions observatoires». Les travaux se poursuivent dans ce domaine en Algérie, en Jordanie, en Syrie et au Maroc.

En coopération avec Medstat, l'ETF s'emploie à élaborer une base de données sur les indicateurs clés à l'intention des pays méditerranéens en dehors de l'UE. La base contiendra des éléments clés de l'EFP, ainsi que des statistiques sur le marché du travail dans la région.

Rapports d'évaluation et analyses approfondies

Les évaluations de la situation – planification des activités en cours pour réformer l'EFP – et les analyses générales sont des instruments essentiels pour éviter le double emploi, tout en maximisant et multipliant les résultats des projets. L'ETF est réputée pour son sérieux dans la production de ce type de rapports et en a fourni un certain nombre en 2003.

Des rapports généraux ont été rédigés dans le cadre, notamment, de l'élaboration susmentionnée d'une stratégie de modernisation de l'EFP. Nous avons déjà mentionné les publications sur les régions du Maghreb et du Machrek, mais des analyses générales ont également été effectuées sur l'EFP et le marché du travail en Moldavie et en Ukraine. Tous ces rapports peuvent être téléchargés à partir de notre site web à l'adresse : www.etf.eu.int.

Dans les domaines thématiques, un certain nombre d'études importantes ont vu le jour en 2003. Parmi celles-ci, l'étude sur l'apprentissage tout au long de la vie était probablement la plus attendue. L'ETF a analysé les réponses à un questionnaire portant sur l'application des politiques de la Commission européenne en matière d'apprentissage tout au long de la vie, dans tous les pays – « anciens » et « nouveaux » – qui deviendront membres de l'UE en 2004, et établi un rapport récapitulatif pour en présenter les résultats.

En novembre 2003, a été publiée la rétrospective de treize ans de coopération et de réformes de l'EFP dans les pays adhérents et candidats. Ce rapport s'appuie notamment sur les conclusions des monographies nationales sur les services de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'emploi, établies entre 2000 et 2002 à la demande de la Direction générale de l'emploi et des affaires sociales. La publication *Faits marquants* de l'an dernier a dûment rendu compte de la plupart de ces monographies, mises au point en 2002. Cependant, les monographies sur la Bulgarie, la Roumanie et la Lettonie, achevées en 2003, seront publiées en 2004.

Évaluer la situation pour présenter les besoins

Le Kirghizstan, à l'instar des autres nouveaux pays d'Asie centrale, a éprouvé de grandes difficultés à s'adapter à une économie de marché. Le PIB par habitant avoisinait 260 euros en 1999 et 60% de la population (4,7 millions au total) sont au-dessous du seuil de pauvreté, la majorité vivant en zones rurales. Le chômage a passablement augmenté ces dernières années, en particulier chez les jeunes. Les écoles professionnelles publiques n'ont pas adapté leurs cours et leur conception au nouveau contexte économique et aux besoins des couches les plus vulnérables de la population. Aussi, quand les dirigeants communautaires ont souhaité élaborer de nouvelles initiatives et de nouvelles qualifications, ils ont souvent délaissé les systèmes traditionnels de formation professionnelle, pour collaborer directement avec les ONG mieux en mesure de satisfaire les besoins des pauvres.

Toutefois, alors que de nombreux projets ont été montés avec succès par des mouvements du peuple et des ONG, la plupart s'effondrent avec le retrait de l'appui financier. Peut-on briser ce schéma ? Une évaluation de situation unique, effectuée par l'ETF en Asie centrale, donne à penser que c'est possible. Il ressort des travaux de l'ETF que des partenariats effectifs entre ONG, pouvoirs locaux et écoles professionnelles, alliés à la reproduction largement diffusée des bons modèles, indiquent la voie à suivre.

Un exemple frappant de partenariat bilatéral, constaté par l'ETF, a été fourni par la GTZ, société publique allemande de coopération internationale qui mène des opérations dans le monde entier, et une école professionnelle de Tokmok (Kirghizstan). L'école, qui forme des tailleurs et des mécaniciens, manquait cruellement de crédits. La GTZ a fourni du nouveau matériel, s'est employée à actualiser les programmes d'enseignement et a suggéré de nouvelles méthodes pédagogiques. L'école est désormais considérée comme un modèle d'efficacité et ses diplômés sont très demandés. En vue de l'avenir, elle a commencé à vendre à l'État, aux prix du marché, des cours de formation pour les chômeurs.

Autre vestige du passé, les villages manquent d'initiatives individuelles et de confiance dans leurs possibilités. Comme l'a dit un agent du projet : «Au Kirghizstan, tous les villageois sont instruits. Cependant... tous ne sont pas capables d'exprimer leurs idées au sujet de leurs propres problèmes».

Une initiative qui a relevé ce défi est le projet de réforme agraire, financé par l'USAID. Après la transition, quelque 3 millions d'habitants du Kirghizstan sont devenus propriétaires de leur propre lopin de terre. Toutefois, leur ignorance de la propriété privée a permis qu'ils soient aisément escroqués et leurrés par des fonctionnaires. Pour y remédier, le projet de réforme agraire a travaillé avec les travailleurs ruraux, à l'élaboration d'un cours de formation pratique à l'autonomie s'appuyant sur des matières intéressantes. Plus de 10 000 agriculteurs ont suivi cette formation qui s'est soldée par une explosion des ventes foncières pour l'expansion des entreprises.

«Personne n'avait examiné le système de formation à la base même, avant l'évaluation de la situation par l'ETF», explique Claire Morel, responsable de programme. «Nous avons découvert un système d'enseignement parallèle que même les pouvoirs publics ignoraient. Les résultats de nos travaux peuvent convaincre les autorités de l'enseignement et de la formation qu'il faut être plus souple pour satisfaire les besoins locaux. Ils peuvent enseigner aux organisations volontaires qu'au lieu de ne compter que sur leurs personnels et matériels, elles doivent chercher à associer activement les partenaires locaux, tenus à l'écart, tels que les écoles professionnelles. Les deux parties doivent œuvrer ensemble, si elles comptent élaborer des projets durables qui s'occupent des besoins de qualifications des pauvres à long terme.»



Photo: ITC/O/A. Ramella

RAPPROCHER LES GENS

...il est essentiel aujourd'hui que le dialogue et la coopération entre les différentes cultures s'instaurent à tous les niveaux de travail

*Pat Cox, président,
Parlement européen*

*Conférence de l'ETF
«Learning Matters»,
novembre 2003*

L'ETF n'est pas seulement un centre de *compétences*, en ce sens qu'elle est le foyer d'experts parmi les plus qualifiés en matière de réforme de l'EFP dans les pays en transition. C'est aussi un *lieu d'échange* pour la recherche de pointe et les pratiques les plus modernes en matière de réforme de l'EFP dans le monde. Son mandat consiste non seulement à développer des compétences, mais aussi à en concilier l'offre et la demande entre l'Union européenne, les organisations internationales et les pays partenaires.



Conférence «Learning Matters»

En matière de réseaux, la manifestation la plus importante en 2003 – et de toute l'existence de la Fondation européenne pour la formation dans ce domaine – a été la conférence du collège consultatif de l'ETF «Learning Matters» (l'apprentissage est important).

Début novembre, l'ETF a réuni des experts pour examiner les résultats obtenus après plus de dix ans de réforme de l'enseignement et de la formation dans ses pays partenaires, ainsi que le rôle qu'y a joué l'assistance extérieure. Quelque 250 membres du collège consultatif et experts provenant d'organisations internationales, d'institutions de l'UE, des États membres et des pays partenaires d'Europe orientale, d'Asie centrale et de la région méditerranéenne, ont été invités à la conférence qui a eu lieu à Turin.

Le titre de la conférence soulignait non seulement la valeur de l'apprentissage pour chacun, mais également son importance dans l'élaboration des politiques en matière d'EFP. «Il vaut mieux considérer l'élaboration des politiques relatives aux réformes de l'EFP, comme un *apprentissage de ces politiques*» ont soutenu les organisateurs de la conférence.

Le titre constituait également un strict rappel des avantages que les bailleurs de fonds internationaux peuvent obtenir de l'examen de leurs activités passées et de l'application des enseignements tirés aux politiques et projets à venir. Les débats animés durant les sessions plénières et les ateliers ont abouti à de nouveaux instruments pour améliorer l'assistance internationale future dans le domaine de l'EFP.

A maints égards, la conférence a servi, non pas simplement à examiner les récentes activités de réforme dans les pays en transition, mais également à se livrer à une introspection de certains des problèmes rudimentaires qui ont orienté les politiques relatives aux réformes de l'enseignement ces dernières années, ainsi qu'à débattre de façon franche et directe de ce qui peut et devrait être modifié à l'avenir.

La déclaration finale faite à la conférence, a souligné le besoin d'assurer un enseignement et une formation pour tous tout au long de la vie, en s'attachant en particulier aux groupes défavorisés. Elle a en outre fait valoir que les mentalités doivent changer pour comprendre l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie, des qualifications et des compétences, ainsi que du développement des ressources humaines.

Pour de plus amples détails sur la conférence et ses conclusions, on peut consulter le site web de l'ETF : www.etf.eu.int

Le travail en réseau, par le biais du collège consultatif, de conférences et de contacts personnels, s'est révélé d'emblée être l'un des grands atouts de l'ETF. Il s'est poursuivi sans interruption en 2003.

Nous avons déjà mentionné les séminaires des responsables politiques russes. À un niveau très différent, nous avons souligné la place centrale qu'occupent les visites d'étude dans les projets de l'ETF. Même lors de la création de partenariats locaux – problème désormais crucial dans des pays autrefois fortement centralisés – rassembler des groupes dont les lignes de communication ont été interrompues s'est révélé un élément essentiel de la réforme.

Le travail en réseau a constitué l'essentiel des activités menées l'an passé dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Nombre d'entre eux parlent la même langue, et bien que leurs marchés du travail et systèmes de formation aient leurs caractéristiques particulières, ils ont beaucoup à gagner à échanger leurs données d'expérience et à s'inspirer réciproquement de leurs réalisations.

La formation des enseignants et des formateurs a continué d'être au centre de nos activités en 2003. S'appuyant sur les travaux analytiques de ces deux dernières années, ces activités ont porté sur la diffusion des conclusions.

Promouvoir la formation des adultes dans les Balkans occidentaux

Les difficultés rencontrées par les pays de l'ex-Yougoslavie sont assez analogues : économies dévastées par les effets de la transition et de la guerre, systèmes d'EFP inadaptés, et méconnaissance de l'importance de la formation des adultes. En Croatie seulement, les perspectives semblent un peu moins sombres. Les fonds nécessaires pour surmonter ces difficultés sont extrêmement limités. «Les problèmes rencontrés sont graves», observait Radica Berishaj, du ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie, lors de l'atelier de l'ETF sur les stratégies de formation des adultes dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie, au début de janvier 2004 à Zagreb.



À la demande de la Commission européenne, l'ETF aide la Bosnie et Herzégovine, la Croatie, la Serbie et Monténégro, et le Kosovo à dresser des plans de formation des adultes spécifiques à chaque pays, plans considérés indispensables pour reconstituer leurs économies anéanties et enrayer la pauvreté et l'exclusion sociale. Les stratégies sont élaborées en partenariat avec les principales parties prenantes dans chaque pays ou région, et se fondent également sur les données d'expérience des pays voisins.

L'ETF guide le processus, en organisant une série d'ateliers avec le concours d'experts extérieurs, en encourageant l'application de méthodes éprouvées et en instaurant de petits programmes pilotes. L'atelier de Zagreb visait à contribuer à la transformation, dans chaque pays, de l'étude d'évaluation de la situation en une stratégie dynamique avec des résultats quantifiables.

De même que les problèmes rencontrés à l'échelon global, les caractéristiques de la formation des adultes dans les différents pays se sont avérées étonnamment semblables. Les personnes chargées de réaliser une recherche sur la situation actuelle ont en général signalé le peu de priorité accordée à la formation des adultes dans les entreprises et dans les institutions gouvernementales, les difficultés à recueillir des données, une pénurie de formateurs qualifiés, des matières inappropriées et un manque de souplesse dans la provision des cours. Les institutions de formation n'ont pas adapté leurs programmes aux besoins des chefs de petites entreprises où le potentiel de croissance de l'emploi serait le plus important. En bref, la formation ne tient pas encore compte des besoins de l'apprenant.

Obtenir l'adhésion des parties prenantes, élaborer des stratégies et identifier des bailleurs de fonds sont des démarches lentes et laborieuses, mais les participants à l'atelier ont bénéficié des expériences de confrères venant de pays plus avancés dans l'élaboration de plans stratégiques. Ces monographies locales ont été à leur tour étayées par les apports des experts de l'UE invités. Quand les participants ont fait part de leur insatisfaction face, par exemple, au manque de soutien des parties prenantes à l'égard de la formation des adultes, l'experte britannique Madeleine Gunny, a modifié l'humeur de la réunion en recommandant que «l'organisation de structures et de manifestations entre plusieurs parties prenantes afin de combler ces lacunes, soit incluse comme objectif dans les plans par pays».

Les représentants ont convenu que les évaluations de la situation et les stratégies et plans connexes pourraient rehausser le profil de la formation des adultes dans chaque pays et que les tensions et difficultés éprouvées étaient un élément inévitable et important du développement.

Les participants ont conclu en définissant leurs propres besoins de formation en vue d'ateliers futurs. «Nous avons complété la phase d'analyse et élaboré une stratégie», a observé Dukagjin Pupovci, directeur exécutif du Centre de formation du Kosovo, «à présent, le dur labeur commence vraiment».

VISION D'AVENIR

L'ETF a gravi un nouvel échelon d'efficacité et de qualité. Mieux orientée, avec les années, l'ETF est devenue plus utile au regard de l'Union européenne, de la Commission européenne, et certainement aussi des activités de tous ses pays partenaires. L'ETF est aujourd'hui une organisation tournée vers l'extérieur, qui contribue à la diffusion du savoir. Nous sommes reconnaissants aux membres et experts du collège consultatif du soutien continu qu'ils ont apporté et continueront d'apporter à l'avenir.

*Peter de Rooij, directeur,
Fondation européenne
pour la formation*

*Conférence de l'ETF
«Learning Matters»,
novembre 2003*

Par diverses publications et des discours de grande portée, la Commission européenne a confirmé, en 2003, sa volonté accrue de renforcer les liens avec

ce qu'il est coutumier d'appeler désormais «l'Europe élargie» – qui comprend l'UE et les régions voisines. L'un des objectifs essentiels pour accroître la coopération avec ces régions est de favoriser le développement économique et social. L'enseignement et la formation professionnels, qui jouent un rôle primordial dans ce domaine, devraient manifestement, aujourd'hui, bénéficier d'un surcroît de soutien de l'UE. Notre principal objectif, pour l'année de notre dixième anniversaire, sera de renforcer les effets de ce soutien.

À cette fin, nous continuerons d'intensifier nos compétences et connaissances en matière de développement des ressources humaines dans les pays en transition. Nous approfondirons notre capacité analytique dans les domaines de l'inclusion sociale et des politiques actives du marché du travail au bénéfice des documents stratégiques par région et par pays de la Commission européenne, que nous aiderons par ailleurs dans ses préparatifs d'application de la stratégie de l'Europe élargie.

L'un des grands défis à relever en 2004 consistera à parachever le transfert au Cedefop des

connaissances acquises en matière d'amélioration de l'ETP dans les pays adhérents. Une stratégie dite d'«exflux-influx», visant à rationaliser ce transfert, a été conçue en accord avec le Cedefop et la Commission européenne. La stratégie vise trois principaux objets : intégrer les observatoires nationaux dans le réseau existant de références et de compétences du Cedefop ; préparer les parties prenantes, dans ces pays, à participer aux autres réseaux du Cedefop ; et transférer les informations et connaissances accumulées par l'ETF en dix ans d'existence.

Parallèlement, un processus d'intensification de l'échange interne des connaissances s'est amorcé en vue de tirer parti des importants investissements de l'ETF dans les pays adhérents et d'utiliser ces précieuses ressources dans les activités prévues dans les pays restant qui se préparent à l'adhésion, ainsi que dans les autres pays partenaires de l'ETF.

Meilleur accès aux compétences de l'ETF

Une nouvelle conception de la gestion des ressources humaines vise à abandonner les limites

par département au profit d'une démarche sectorielle pour l'ensemble de l'ETF, à l'avantage de chaque pays et région avec lesquels nous travaillons. Les groupes thématiques au sein de l'ETF ont formé, et continuent de former, des experts dont l'utilisation n'est pas étroitement confinée à leur domaine spécifique de compétence.

Nous travaillerons à approfondir nos relations avec d'autres organisations opérant dans notre domaine. Il n'est ni possible, ni souhaitable, que les experts disponibles au sein de l'ETF embrassent toutes les spécialités qu'exige notre mandat. De même, nos experts doivent être plus aisément disponibles en dehors de l'ETF.

Dernier point, mais non des moindres, une attention particulière sera accordée aux publications de l'ETF afin d'en améliorer la qualité. La nomination d'un conseil de rédaction dûment qualifié, chargé d'examiner les propositions et les projets de publications, devrait entraîner une production plus limitée de publications d'excellente qualité.

Ce sont là assurément d'importants changements, qui porteront à une Fondation européenne pour la formation meilleure, et attestent toute l'importance que l'ETF attribue, elle aussi, à l'apprentissage.

FONDATION EUROPÉENNE
POUR LA FORMATION

FAITS MARQUANTS
L'ETF EN 2003

Luxembourg: Office des Publications officielles des
Communautés européennes

40 pp - 21.0 x 21.0 cm

ISBN 92-9157-360-4

